



Qui se trouve derrière les combats au Nord-Liban ?

Par [Franklin Lamb](#)

Mondialisation.ca, 28 mai 2007

[Counterpunch](#) 28 mai 2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Politique et religion](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Toute la population du camp dit que le Fatah al-Islam est arrivé en septembre-octobre 2006 et que ses combattants n'y ont pas de famille vivant dans le camp. Ils viennent d'Arabie Saoudite, du Pakistan, d'Irak, de Tunisie et d'ailleurs.

Porter un tee-shirt miteux et fatigué aux couleurs de l'UNHCR [le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations-Unies], un vestige de Bint Jbeil et de la guerre Israël-Hezbollah de juillet dernier, m'a probablement aidé. Tout comme, je le pense, le jersey de la Croix-Rouge, mon keffieh noir et blanc et le drapeau palestinien collé sur le revers de ma veste alors que je rejoignais un groupe de travailleurs humanitaires palestiniens et que je me glissais dans Nahr al-Bared en essayant de ne pas avoir l'air trop voyant.

Notre mission consistait à faciliter l'approvisionnement en nourriture, en couvertures et en matelas, mais la situation politique excitait aussi ma curiosité. Qui était derrière les événements qui ont éclaté si rapidement et si violemment, à la suite d'un prétendu « braquage de banque » ? Un hold-up qui aurait rapporté aux bandits masqués, selon les interlocuteurs que vous interrogiez, 150.000, 1.500 ou 150 dollars !

Il semble que chacun des médias beyroutiens, en fonction de la confession de son propriétaire, ait une source différente « d'information de l'intérieur » et « connaisse » les véritables coupables qui tirent les ficelles. Pourtant, même nous, qui sommes particulièrement stupides, avons réalisé ce que feu Rafik Hariri conseillait souvent : « Au Liban, ne croyez rien de ce que l'on vous dit et seulement la moitié de ce que vous voyez ! »

Mes amis m'ont fait jurer à haute voix de prétendre être canadien plutôt qu'américain si des types d'al-Qaïda venaient à nous arrêter à l'intérieur du camp. J'avais l'impression que ce n'était pas trop ma sécurité qui les inquiétait, mais plutôt la leur, au cas où ils seraient pris avec moi. Ce ne serait pas la première fois que je devrais compter sur mes voisins du nord pour me sortir d'une embrouille potentielle au Proche-Orient sur ma nationalité. Je me suis donc débarrassé de ma carte d'identité américaine.

On nous avait prévenus, tandis que nous approchions du fief du Fatah al-Islam, que nous serions sous les tirs croisés des snipers de l'armée libanaise, qui sont à l'extérieur du camp, et de ceux du Fatah al-Islam, à l'intérieur du camp, et que tout faux mouvement ou malchance pourraient s'avérer fatals.

Après trois jours de pilonnage, plus de cent morts et sans électricité ni eau, Nahr al-Bared empesté la viande brûlée ou en décomposition, les maisons carbonisées encore fumantes, les eaux usées pestilentielles et l'odeur acre des mortiers et des obus de chars explosés. Les chiffres de la presse ne sont pas exacts, ce ne sont pas 30.000 ou 32.000 qui vivent à

Bared, mais 45.000 ! Contrairement à certains reportages, la nourriture et l'eau ne peuvent toujours pas pénétrer dans le camp.

15 à 70% de certaines zones sont détruites. Ce matin et cet après-midi, il y a eu quelques tirs à l'arme légère. Mardi, de 4h30 à 10h00 du matin, l'armée a pilonné au rythme de 10 à 18 obus à la minute. L'armée n'autorisera pas le Croissant Rouge Palestinien à dégager les civils parce qu'elle ne lui fait pas confiance. Seule la Croix Rouge libanaise y est autorisée. Il est possible d'entrer dans Bared par derrière (du côté est). L'armée prend les appareils photos des journalistes qu'ils attrapent. Le gouvernement libanais contrôle l'information et ne veut pas que l'étendue des dommages soit déjà connue. Il y a encore des cadavres qui n'ont pas été dégagés. 40% de la population du camp a été évacuée. Les autres ne veulent pas partir de se faire tuer ou de perdre leurs maisons pour la 5ème fois, voire plus pour certains.

Il n'y a pas d'électricité et les batteries des téléphones cellulaires s'épuisent. Ceux qui ont fui disent aux membres de leurs familles de rester [à Bared] parce qu'il n'y a pas assez de matelas au camp de Beddaoui. Là-bas, les évacués de Bared vivent à 25 par pièce dans les écoles de Beddaoui - il y a 3.000 évacués dans une seule école de Beddaoui ! L'aide des Nations-Unies commence à y arriver, mais, jusqu'à présent, les travailleurs humanitaires n'ont pas pu l'apporter à Bared à cause de l'attaque du convoi humanitaire de mardi dernier.

J'ai rencontré Abdul Rahman Hallab, célèbre pour sa fabrique de bonbons à Tripoli. Je l'ai aidé à décharger 5.000 repas pour les évacués de Bared qui se trouvent à Beddaoui. Il est libanais, pas palestinien.

Toute la population du camp dit que le Fatah al-Islam est arrivé en septembre-octobre 2006 et que ses combattants n'y ont pas de famille vivant dans le camp. Ils viennent d'Arabie Saoudite, du Pakistan, d'Irak, de Tunisie et d'ailleurs. Il n'y a aucun Palestinien parmi eux, à part quelques parasites. Presque tous disent qu'ils sont payés par le groupe Hariri.

Les reportages selon lesquels le Fatah al-Islam aiderait les gens à Bared sont réfutés. « Tout ce qu'ils font est de prier, m'a dit une femme, et ils font de l'entraînement militaire... Ils sont beaucoup plus religieux que les Chiites », a-t-elle dit.

La population du camp de Beddaoui était de 15.000 et, depuis ce matin, elle s'élève à 28.000. Quatre corps sont arrivés ce matin à Safad, dans le seul hôpital du Croissant Rouge palestinien au Nord-Liban.

On m'a dit que l'armée devra détruire toutes les maisons de Bared pour liquider le Fatah al-Islam.

Je m'attends à rester à Bared cette nuit avec des travailleurs humanitaires. Certains disent que le Fatah al-Islam se battra jusqu'à la mort, d'autres qu'un accord pourrait être négocié. J'explorerais peut-être ici cette dernière possibilité avec une ONG norvégienne. Je ne suis pas sûr que dans le gouvernement cela intéresse quelqu'un. Il y a une minute, un membre du Fatah al-Islam est entré dans le cabinet médical que j'utilise à l'hôpital de Safad et il a dit qu'ils veulent un cessez-le-feu permanent et ne veulent pas que les gens soient tués ou blessés.

Ils affirment n'avoir aucun problème avec l'armée.

A présent, voici quelques données sur Nahr al-Bared. Comme les autres camps palestiniens au Liban, Nahr al-Bared est peuplé de Palestiniens qui ont été chassés de leurs maisons, de leurs terres et de leurs propriétés personnelles en 1947-48, pour faire de la place aux Juifs, en provenance d'Europe et d'ailleurs, avant le 15 mai 1948, date de la fondation d'Israël.

Des 16 camps de réfugiés originaux, établis pour installer les plus de 100.000 réfugiés qui avaient traversé la frontière libano-palestinienne lors de la Nakba [1], il ne reste plus que 12 camps officiels. Le camp de Tal el-Zatar a subi un nettoyage ethnique par les forces de la Phalange chrétienne au début de la Guerre civile libanaise de 1975-1990 et les camps de Nabatieh, Dikwaneh et Jisr el-Basha ont été détruits par des attaques israéliennes et les milices libanaises. Ils n'ont pas été reconstruits. Les camps restants, qui hébergent actuellement plus de la moitié des 433.276 réfugiés palestiniens au Liban, sont : Al-Beddaoui, Bourj al-Barajinah, Dbaiye, Sabra et Chatila, Aïn el-Houlwah, Nahr al-Bared, Rachidiah, Bourj el-Chemali, al-Bouss, Wayval, Miye et Mar Elias.

Nahr al-Bared se trouve à 11 km au nord de Tripoli, près de l'époustouflante côte méditerranéenne et est le foyer de plus de 32.000 réfugiés, dont un grand nombre a été expulsé de la région palestinienne du Lac Huleh, y compris de Safed. Comme tous les camps de réfugiés palestiniens officiels au Liban, plus quelques-uns « officieux », Nahr al-Bared souffre de graves problèmes, parmi lesquels aucune infrastructure correcte, le surpeuplement, la pauvreté et le chômage.

Avec 25%, Nahr al-Bared a le pourcentage le plus élevé de réfugiés palestiniens vivant dans une pauvreté abjecte et officiellement enregistrés auprès des Nations-Unies comme des cas de « détresse particulière ».

Ses habitants, comme tous les Palestiniens au Liban, subissent une discrimination scandaleuse et ne sont même pas recensés officiellement. On leur refuse la citoyenneté et ils n'ont pas le droit de travailler dans les 70 meilleurs métiers et commerces (incluant McDonald's et Kentucky Fried Chicken dans le centre-ville de Beyrouth). En outre, ils n'ont pas le droit de posséder des biens immobiliers. Pour l'essentiel, les Palestiniens au Liban n'ont aucuns droits sociaux ou civiques et n'ont qu'un accès limité aux équipements éducatifs gouvernementaux. Ils n'ont aucun accès aux services sociaux publics. En conséquence, la plupart se reposent entièrement sur l'UNHCR comme seul fournisseur des besoins de leurs familles.

Il n'est pas surprenant que dans les 12 camps officiels et les 7 camps officieux il y ait de la sympathie pour al-Qaïda, voire des affiliations officielles. On y trouve des groupes qui portent les nom de Fatah al-Islam, Jound al-Chams (les soldats de Damas), Ibn al-Chahid (les Fils du Martyr), Isbat al-Ansar, qui s'est transformé en Isbat al-Noor (la Communauté de l'Illumination), et de nombreux autres.

Vu les débâcles de l'administration Bush en Irak et en Afghanistan et son encouragement à ce qu'Israël poursuive sa destruction du Liban l'été dernier, la situation au Liban reflète, dans certains aspects, le début des années 80 lorsque des groupes ont émergés pour résister à l'invasion et à l'occupation israéliennes auxquelles les Etats-Unis avaient donné le feu vert. Mais au lieu d'être chiites et pro-Hezbollah, les groupes d'aujourd'hui sont largement sunnites et anti-Hezbollah. Ainsi, ils se qualifient pour obtenir l'aide des Etats-Unis, canalisée par des soutiens financiers sunnites ligués avec l'administration Bush, qui s'est engagée à financer les groupes islamistes sunnites dans le but d'affaiblir le Hezbollah.

A la suite de la défaite d'Israël en juillet 2006, ce programme est devenu l'obsession de la Maison Blanche.

Pour comprendre ce qui se passe avec le Fatah al-Islam à Nahr al-Bared, il faut avoir quelque connaissance sur cet étrange et obscure « Welch Club » au Liban.

David Welch a donné son nom au Club. Il en est le parrain. A l'époque, il est l'assistant de la Secrétaire d'Etat Condoleeza Rice. Il est l'homme lige de l'administration Bush. C'est Eliott Abrams qui téléguide le Club. [2] Parmi les membres-clés libanais du Welch Club (alias : Le 'Club') on retrouve :

- Walid Joumblatt, chef du Parti Druze (le Parti Socialiste Progressiste ou PSP) et vétéran de la guerre civile libanaise. Il est un chef de guerre féodal et lunatique.

- Samir Geagea, chef du parti extrémiste de la Phalange et des Forces Libanaises (FL) et aussi vétéran de la guerre civile, chef de guerre et terroriste. Il a purgé 11 années de prison, entre autres, pour les massacres de compagnons chrétiens. C'est son groupe qui a perpétré les massacres de Sabra et Chatila, organisés par Israël. (Bien que ce fût son ancien mentor, Elie Hobeika, qui les a menés, Geagea n'a pas participé aux massacres de septembre 1982, qui ont fait 1.700 victimes palestiniennes et libanaises).

- Le Cheikh saoudien milliardaire Saad Hariri est le président du Club et il dirige le Mouvement du Futur (MF), sunnite.

Il y a plus d'un an, le Mouvement du Futur d'Hariri a commencé à établir des cellules terroristes islamistes sunnites. De leur côté, le PSP et le FL avaient déjà leurs propres milices depuis la guerre civile. Malgré les Accords de Taëf, requérant que les milices soient désarmées, ils se sont aujourd'hui réarmés. Passer à l'action les démangent et ils essayent très fort de provoquer le Hezbollah. Les cellules « terroristes » islamistes sunnites créées par le MF devaient servir de couverture aux projets (anti-Hezbollah) du Welch Club. Ce plan consistait à ce que les actions de ces cellules, dont le Fatah al-Islam fait partie, puissent être attribuées à al-Qaïda ou à la Syrie ou à quiconque d'autre, mais pas au Club.

Pour le recrutement de ces nouvelles milices, le MF a ramassé dans les camps de réfugiés palestiniens ce qui reste d'anciens extrémistes. Ceux-là même qui avaient été matés, affaiblis et marginalisés durant l'occupation syrienne du Liban. Chaque combattant recevait 700 dollars par mois, pas mal dans le Liban d'aujourd'hui !

La première milice financée par le Welch Club et installée par le MF est connue localement sous le nom de Jound Al-Cham (les soldats du Cham, où « Cham » en arabe désigne la réunion de la Syrie, du Liban, de la Palestine et de la Jordanie). Elle a été créée au camp de réfugiés palestiniens d'Aïn el-Houlwah, près de Sidon. Dans les Camps, on appelle aussi ce groupe Jound el-Sitt (les soldats du Sitt, où « Sitt », à Sidon, Aïn el-Houlwah et les environs, se rapporte à Bahia Hariri, la sœur de Rafik Hariri, tante de Saad et membre du parlement).

La deuxième milice, le Fatah al-Islam (ce nom a été habilement composé en associant Fatah - pour palestinien - et Islam - pour al-Qaïda), a été créée pour l'équilibre géographique. C'est au camp de réfugiés de Nahr al-Bared, au nord de Tripoli, que le MF a monté cette cellule du Club.

Il y a trois jours, le Fatah al-Islam rassemblait encore près de 400 combattants bien payés. Aujourd'hui, ils pourraient être plus ou moins nombreux et avoir reçu des volontaires. Les

chefs de ce groupe se sont vus attribuer des appartements luxueux à Tripoli, avec vue sur la mer, où ils entreposaient des armes et décompressaient quand ils n'étaient pas à Nahr al-Bared. Devinez qui est le propriétaire de ces appartements ?

Selon des membres du Fatah al-Islam et du Jound al-Cham, leurs groupes agissaient sur les directives du président du Club, Saad Hariri.

Alors, qu'est-ce qui a mal tourné ? « Pourquoi ce braquage de banque » et le massacre de Nahr al-Bared ?

Selon des éléments du Fatah al-Islam, l'administration Bush a eu les jetons avec des gens comme Seymour Hersh qui fouinaient et avec la discipline [du secret] en chute libre à la Maison Blanche après la guerre d'Irak. De plus, les services de renseignements du Hezbollah savaient tout des activités du Club et étaient en position de faire tomber ces deux groupes qui étaient supposés démarrer une guerre civile entre les sunnites et les chiites, que le Hezbollah avait juré d'empêcher.

La semaine dernière, les choses se sont mises très vite à aller de travers pour le Club.

Le MF a « bloqué » les versements sur le compte du Fatah al-Islam, dans la banque que possède la famille Hariri.

Le Fatah al-Islam a essayé de négocier au moins des « indemnités de licenciement », sans obtenir de résultat, et ils se sont sentis trahis. (Rappelez-vous qu'un grand nombre de combattants sont des adolescents au sang chaud et dont la paye fait vivre leurs familles). Les membres de la milice ont braqué la banque émettrice de leurs chèques qui n'avaient plus de valeur. Ils étaient doublement irrités lorsqu'ils apprirent que le MF déclarait aux médias avoir subi une perte beaucoup plus importante que ce qu'ils ont réellement dérobé et que le Club s'appête à arnaquer la compagnie d'assurance et faire vraiment un profit énorme.

Les Forces de Sécurité Intérieures du Liban (fraîchement recrutées pour exécuter les ordres du Club et du Mouvement du Futur) ont pris d'assaut les appartements du Fatah al-Islam à Tripoli. Elles n'ont pas eu beaucoup de succès et furent obligées d'appeler l'armée libanaise à la rescousse.

En l'espace d'une heure, le Fatah al-Islam a lancé des représailles contre les positions et les barrages de l'armée libanaise, ainsi que contre des soldats libanais qui n'étaient pas en service, sans armes et en tenue civile. Ils auraient commis des meurtres innombrables, dont quatre décapitations.

Jusque là, le Fatah al-Islam ne s'en est pas pris aux Forces de Sécurité Intérieure à Tripoli parce que les FSI sont pro-Hariri et que certains parmi eux sont leurs amis. D'autre part, le Fatah al-Islam espérait toujours se faire payer par Hariri. A la place, le Fatah al-Islam s'en est pris à l'armée.

Le gouvernement de Siniora s'est réuni et a demandé à l'Armée Libanaise d'investir le camp de réfugiés et de réduire au silence (plutôt deux fois qu'une) le Fatah al-Islam. Etant donné qu'il lui est interdit, par un accord signé avec la ligue arabe en 1969, de pénétrer dans les Camps et après avoir réalisé l'étendue de la conspiration fomentée contre elle par le Welch Club, l'armée a refusé. Les militaires savent qu'en entrant de force dans un camp de réfugiés cela ouvrirait un front contre l'armée dans les douze camps de réfugiés palestiniens

et que cela la conduirait à l'éclatement, le long des divisions sectaires.

L'armée se sent piégée par les FSI du Welch Club qui ne se sont pas coordonnées avec elle, ainsi que la loi libanaise le requiert, et qui n'ont même pas fait en sorte de lui faire prendre conscience de « l'opération inter-familiale » que les FSI ont entreprise contre les refuges du Fatah al-Islam à Tripoli.

Aujourd'hui, les tensions sont grandes entre l'armée libanaise et le Welch Club. Certains mentionnent le terme de « coup d'Etat militaire ». Le Club essaye de diriger le Parlement et est prêt à faire tout ce qui est en son pouvoir pour ne pas « perdre » le Liban. Il détient toujours 70 sièges à l'assemblée nationale tandis que l'opposition conduite par le Hezbollah en détient 58. Il dispose, en la personne de Fouad Siniora, d'un Premier ministre dévoué.

Le Club a essayé de prendre le contrôle de la présidence et lorsqu'il a échoué, il l'a marginalisée. L'année dernière, il a tenté de prendre le contrôle de la Commission Constitutionnelle Parlementaire, qui valide les décisions du gouvernement et les lois et qui surveille leurs actions. Après avoir échoué à prendre le contrôle de la Commission Constitutionnelle, le Club l'a tout simplement abolie. Cette commission clé n'existe plus dans le gouvernement libanais.

L'erreur principale du Welch Club a été de tenter d'influencer l'Armée Libanaise pour qu'elle désarme la Résistance Libanaise dirigée par le Hezbollah. Lorsque l'armée a sagement refusé, le Club s'est coordonné avec l'Administration Bush pour pousser Israël à intensifier radicalement les représailles contre le Hezbollah, suite à leur capture des deux soldats, et à « violer les règles » des ripostes historiquement plus limitées en essayant de détruire le Hezbollah, durant la guerre de juillet 2006.

Le Welch Club considère à présent l'Armée Libanaise comme un problème sérieux. L'Administration Bush essaye de la subvertir et de la marginaliser pour éliminer l'un des deux obstacles à la mise en place de l'agenda israélien au Liban.

Affaiblie, l'armée ne pourra plus protéger les 70% des Chrétiens libanais qui soutiennent le Rassemblement Pour le Liban du Général Aoun. Le RPL est principalement constitué de civils libanais bien éduqués de la classe-moyenne, sans armes. La seule protection dont ils disposent est l'Armée Libanaise qui aide à maintenir leur présence sur la scène politique. Les autres Chrétiens du Liban forment la minorité chrétienne, environ 15%, associée aux Forces Libanaises de Geagea qui sont purement une milice. Si le Club peut affaiblir l'Armée encore plus qu'elle ne l'est, alors cette minorité Phalangiste sera la seule force relativement forte sur la scène chrétienne et deviendra « l'armée » du Club.

Une autre raison pour laquelle le Club veut affaiblir l'Armée Libanaise est que cette armée est nationaliste et qu'elle est une soupape de sécurité pour le Liban qui peut garantir le droit au retour des Palestiniens en Palestine, le statut national du Liban et la culture de résistance menée par le Hezbollah, avec lequel elle entretient d'excellentes relations.

Pour sa part, le Welch Club veut garder quelques Palestiniens au Liban comme main d'œuvre bon marché, transférer les autres vers des pays qui accepteraient de les accueillir (et être grassement payés pour le faire par les contribuables américains) et permettre tout au plus à quelques milliers d'entre eux de retourner en Palestine pour régler la question du « droit au retour », tout en signant en même temps un traité avec Israël du type du 17 mai 1983, qui enrichit les membres du Club et offre à Israël l'eau du Liban et une grande partie

de sa souveraineté.

En résumé, le Fatah al-Islam doit être réduit au silence coûte que coûte. Leur histoire, si elle est racontée, est un poison pour le Club et ses sponsors. Nous allons probablement voir cette tentative de les détruire dans les jours qui viennent.

Le Hezbollah observe et soutient l'armée libanaise.

[Article original en anglais](#), Counterpunch, 24 mai 2007.

Traduction: [Questions critiques](#), le 28 mai 2007.

Notes

[1] Al-Nakba : « La Catastrophe Palestinienne, Hier et Aujourd'hui », par Sandy Tolan.

[2] Voir : « Eliot Abrams chasse les monstres au Proche-Orient », par Tom Barry et « Du Thé et des Missiles », par Robert Fisk.

Franklin Lamb est diplômé de la Boston University et de la London School of Economics. Il a été Assistant à l'International Law et Conseiller Assistant à la commission parlementaire de la justice du Congrès américain. Il a publié plusieurs ouvrages sur le Liban et il prépare un livre sur le Hezbollah.

La source originale de cet article est [Counterpunch](#)

Copyright © [Franklin Lamb](#), [Counterpunch](#), 2007

Articles Par : [Franklin Lamb](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca